

Aucun gouvernement avec la bourgeoisie, gouvernement ouvrier !

La chute du gouvernement Barnier le 3 décembre après seulement trois mois d'exercice marque l'approfondissement de la crise politique. Après les élections européennes et législatives, c'est le troisième revers politique essuyé par Macron en 6 mois. Le gouvernement Barnier, dès l'entame des discussions parlementaires du budget, était contraint de céder à LR comme à Ensemble, en rognant les quelques augmentations de charges provisoires qu'il avait envisagées sur les capitalistes. Pour éviter la censure, Barnier a multiplié les concessions en direction du RN, sur l'électricité, pour une nouvelle loi contre les migrants, pour la proportionnelle, pour la révision à la baisse de l'aide médicale d'État (AME), pour le renoncement au remboursement de certains médicaments enfin.

Le RN prétend défendre les travailleurs à condition qu'ils soient français. Mais son programme, c'est l'exonération des taxes et des cotisations sociales en faveur des patrons, la « *débureaucratisation de l'administration surnuméraire* », plus de flics et de soudards, le droit pour les groupes de la chimie et les gros agriculteurs d'empoisonner les paysans travailleurs et les ouvriers agricoles comme de détruire la biodiversité, le durcissement de toutes les mesures contre les travailleurs émigrés, les migrants et les réfugiés.

Une partie de son électorat commençait à le trouver trop complaisant avec le gouvernement et le RN doit tenter d'échapper à une condamnation pour inéligibilité frappant Le Pen pour détournement de fonds publics de près de 7 millions d'euros. Les députés du parti fascisant, misant désormais sur une démission de Macron, ont donc voté la motion de censure présentée par le NFP.

L'inquiétude grandit dans la bourgeoisie française. La voilà à nouveau sans gouvernement et surtout sans budget alors que la situation de l'impérialisme français ne cesse de se dégrader. Après la démission du gouvernement Barnier, Macron exclut de démissionner et dit vouloir constituer un gouvernement « *d'intérêt général représentant toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement, qui puissent y participer ou à tout le moins qui s'engagent à ne pas le censurer* ». Volant à son secours, Faure (PS), reçu à l'Élysée le 6 décembre, se déclare prêt à « *des compromis sur tous les sujets* », tout en réclamant un « *premier ministre de gauche* » au gouvernement et « *le front républicain à l'Assemblée* ». Le 9 décembre Roussel (PCF) estime que « *les partis politiques et les groupes parlementaires qui sont prêts à trouver des solutions ensemble vont devoir se mettre d'accord sur des positions communes* ». Tondelier (Verts) préconise « *chacun doit faire un pas vers l'autre* » et presse LFI de rejoindre la table des négociations avec LR et EPR pour définir la « *plateforme programmatique* » du prochain gouvernement.

Tout le NFP prétendait qu'il existe à l'Assemblée nationale des majorités d'idée texte par texte, mesure par mesure, permettant d'obtenir des avancées pour « *les Français* ». Coquerel (LFI) s'est vanté d'avoir obtenu un projet de budget « *NFP-compatible* » le 9 novembre dans un hémicycle déserté par les LR et les macronistes. Mais le 12 novembre, ce projet « *NFP-compatible* » a été rejeté par 362 voix contre (cette fois présents) et 192 pour. Cette fable de la soi-disant majorité d'idées n'est qu'un écran de fumée pour dissimuler que le PS, le PCF et LFI, profondément intégrés au parlementarisme bourgeois n'ont aucunement l'intention d'en appeler à la mobilisation générale de la classe ouvrière pour s'attaquer réellement au capitalisme et à son État.

Le gouvernement « *d'intérêt général* » voulu par Macron ne peut être qu'un gouvernement au service de la bourgeoisie. Que le premier ministre vienne ou non du NFP, que le PS, le PCF y participent ou le soutiennent en s'engageant à ne pas le censurer, ce gouvernement en compagnie des macronistes et des LR se dressera contre la classe ouvrière.

Toutes les attaques contenues dans les projets de budget de l'État et de la Sécurité sociale, provisoirement écartées, ne disparaîtront pas comme par enchantement. Tous les plans de licenciements collectifs non plus. Roussel (PCF) a demandé le 9 décembre à Macron une relance du « *dialogue social* ».

Nous avons mis en avant la question du pouvoir d'achat, la question des retraites avec la proposition d'avancer sur une conférence sociale et de remettre ce sujet au coeur des discussions des partenaires sociaux. Et la question industrielle avec tous les plans de licenciements en cours.

Le « *dialogue social* », c'est l'arme du gouvernement pour faire passer ses plans comme les nouvelles attaques contre les chômeurs adoptées par les « *partenaires sociaux* » le 15 novembre.

Qui peut croire que la journée d'action du 12 décembre appelée par la CGT va permettre l'arrêt des licenciements ?

Partis issus de la classe ouvrière, syndicats de salariés, appelez à des assemblées générales contre les licenciements, le maintien de Macron et la menace du RN ! Partout, organisons des comités d'action pour préparer la grève générale, pour empêcher les licenciements, pour défendre les manifestations et les grèves, pour contrôler socialement la production, pour instaurer un gouvernement des travailleurs qui exproprie le grand capital, pour avancer vers les États-Unis socialistes d'Europe.

9 décembre 2024

